



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

30/10/2019

## ***Budget 2020 Sécurité Sociale adopté à l'Assemblée Nationale***

### **Le système de santé livré au capitalisme**

Le gouvernement veut imposer 4,2 milliards de coupes dans le budget 2020 de la Sécurité Sociale.

Moins de remboursement, sur les consultations, les examens, les médicaments, de la part des caisses et des mutuelles, plus de charges financières pour les patients.

Pour les hôpitaux publics, ce sont des économies supplémentaires imposées, des restrictions de budgets avec comme conséquences de nouvelles fermetures de services, d'hôpitaux, des milliers de postes de personnel hospitalier supprimés.

A notre époque d'avancées scientifiques, techniques considérables, à l'aire de l'intelligence artificielle, l'accès aux soins pour le peuple recule !

Le pouvoir mène la bataille idéologique sur le thème : maîtriser les dépenses, faire la chasse au gaspillage etc....

Depuis 40 ans, tous les gouvernements, droite ou gauche, ont mis en place cette politique exigée par le capital : recul de la sécurité sociale, création de la CSG par Rocard en 1992, création du forfait hospitalier à la charge des malades.

En 1945, les cotisations sociales (pour alimenter les ressources de la Sécurité Sociale, du système des retraites) étaient payées à 50% par les salariés, 50% par les entreprises. Tous les gouvernements ont réduits de plus en plus la cotisation des entreprises.

Macron veut aller encore bien plus loin pour répondre aux exigences du capital qui ne veut plus rien payer. Les cotisations sociales des entreprises sont totalement supprimées. Ils veulent contraindre les salariés (qui le pourront) à prendre de assurances privées supplémentaires. La santé est un marché annuel de 500 milliards d'euros qui peut rapporter des profits fabuleux. Les Banques et les Assurances sont à l'affut.

**Avec la Santé, ce sont tous les secteurs de la vie qui sont menacés de régression sociale.** (les retraites, les entreprises publiques privatisées, SNCF- EDF, la réforme de l'éducation Nationale pour les adapter plus encore aux besoins du capitalisme). Déjà, la réforme de l'assurance chômage, qui va faire reculer considérablement les indemnités, entre en vigueur ce 1<sup>er</sup> novembre.

Macron, tente de contourner les oppositions, parce qu'il craint avant tout la lutte qui aujourd'hui s'étend, mais veut aller au bout de toutes ses « réformes » coûte que coûte. Dans un entretien à RTL le 28 octobre, il a confirmé : « J'irai au bout des réformes, je n'aurai aucune faiblesse ou complaisance ». Il « ajuste mais ne recule pas », il a été élu pour transformer la société, l'adapter aux objectifs du capitalisme.

Il ne faut pas le laisser faire

**Face à cette attaque d'envergure contre le peuple, une seule réponse possible : une lutte encore plus forte .**

Tout le monde est concerné, les travailleurs, les salariés, les chômeurs, les retraités, les jeunes qui ont leur avenir à construire.

La lutte de toutes et tous est la seule voie. La lutte de classe a toujours été la voie qui a permis aux travailleurs, au peuple, d'imposer des reculs et des conquêtes sociales au capital et à ses serviteurs.

Il y a des luttes partout depuis des mois, de plus en plus importantes ( voir notre site). Continuons à les construire, et à les faire converger, c'est indispensable pour les rendre plus puissantes pour stopper la politique de Macron.

**Le 14 novembre** à l'appel des syndicats et des collectifs des hôpitaux, du secteur santé aura lieu **une grande manifestation nationale**

**Le 5 décembre sera une journée nationale interprofessionnelle de grèves et manifestations**

Notre Parti est dans la lutte avec les travailleurs. Il mène en même temps la lutte politique contre le capitalisme, car pour changer fondamentalement de politique il faut reprendre au capitalisme qui les détient, les moyens de production, les moyens financiers, le pouvoir politique